

Le 6 octobre, la CGT sera aux côtés des lycéen·nes et étudiant·es !

TEMPS DE LECTURE : 3 MIN. • PUBLIÉ LE 4 OCT. 2026

Depuis plusieurs jours, partout en France, des dizaines de milliers de lycéennes et de lycéens se mobilisent pour faire entendre leur colère et leurs revendications.



Toutes et tous concernés !

Comme cela a été porté lors des grèves du 29 septembre, **elles et ils se mobilisent en raison du manque d'enseignant·es et de personnels, des classes surchargées, des conditions d'études dégradées, d'établissements vétustes, et aussi de l'inquiétude face à leur avenir et la précarité** qui touche une partie croissante des plus jeunes et de leurs familles.

Elles et ils demandent la fin de Parcoursup qui amplifie la sélection sociale pour l'accès aux études.

Les lycéen·nes et étudiant·es d'aujourd'hui sont les travailleurs et travailleuses de demain, ils et elles ne doivent pas payer le prix des politiques d'austérité.

Le projet de budget aggrave une situation déjà délétère.

Quand il manque des professeur·es, quand les classes sont surchargées, quand les bâtiments se dégradent et que les jeunes voient leurs perspectives d'avenir se réduire, la réponse ne peut pas être la répression.

Pourtant, c'est le choix fait par le gouvernement. **Aux revendications légitimes, il répond par la violence, les interpellations, les gardes à vue et le déploiement des forces de l'ordre aux abords des établissements.**

Près de 3 000 lycéen·nes et étudiant·es ont été interpellés depuis le début de la mobilisation et 170 d'entre elles et eux ont été blessés ainsi que des personnels, parfois gravement. Le gouvernement assume l'escalade répressive et cherche à museler la contestation, allant jusqu'à demander aux parquets de faire preuve de fermeté à l'égard des parent·es des lycéen·nes mobilisé·es.

Cette répression est d'une ampleur sans précédent.

Et le gouvernement ne se contente pas de laisser faire : il organise et assume cette escalade. **En faisant le choix de la répression, le gouvernement alimente la colère et prend délibérément le risque d'aggraver une situation** dont il porte la responsabilité.

La CGT condamne avec la plus grande fermeté cette répression et appelle le gouvernement à y mettre un terme immédiat.

Elle a saisi, avec la Ligue des droits de l'Homme et la FCPE, le Défenseur des droits pour l'alerter sur cette violente répression et lui demander de veiller au respect des droits et libertés des lycéen·nes et étudiant·es mobilisé·es.

Comme elle le fait déjà devant les établissements, la CGT sera le 6 octobre aux côtés des lycéen·nes, étudiant·es et personnels de l'éducation mobilisés.

Elle appelle toutes ses organisations à protéger leur droit à se mobiliser et à mettre à leur disposition les moyens nécessaires pour s'organiser, notamment en ouvrant les bourses du travail et les maisons du peuple pour leur permettre de se réunir, en sécurisant les mobilisations et en déposant les demandes d'autorisation en lien avec les organisations lycéennes et étudiantes.

Toutes et tous concernés ! Les salarié·es de l'énergie seront en grève sur leurs revendications le 6 octobre. Dans le respect de leur autonomie, nous devons être nombreux et nombreuses aux côtés des jeunes. **Rejoignons les manifestations organisées partout en France, en organisant la mobilisation par tous les moyens à disposition de nos syndicats**, y compris par la grève dans le cadre notamment des préavis déjà déposés par plusieurs de nos organisations.

Le 6 octobre, faisons entendre une même exigence : les lycéen·nes et étudiant·es ont des droits, ils et elles ont des revendications, elles doivent être entendues, pas réprimées !

S'abonner à la newsletter

fonction publique

Élections fonction publique

Plus de 5,8 millions d'agent·es de la fonction publique seront appelé·es à voter cette fin d'année 2026.

En savoir plus

Élections professionnelles
de la fonction publique 2026

**5,7 MILLIONS D'AGENTES
ET AGENTS PUBLICS.**

UN VOTE. DES DROITS.

DU 3 AU 10 DEC 2026

